

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INOXYDA

4 ET 8 RUE ETIENNE DOLET
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2026.01.R.24
Code AIOT : 0005800484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement INOXYDA implanté 4 et 8 rue Etienne Dolet BP 222 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement INOXYDA implanté 4 et 8, rue Etienne Dolet - BP 222 - 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 16/01/2026.

La visite d'inspection du lundi 27 janvier 2026 a été programmée en vue du récolement des demandes issues de la visite d'inspection du 16 juin 2025 concernant les rejets atmosphériques en application notamment de l'arrêté préfectoral du 16 juin 1997.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOXYDA
- 4 et 8 rue Etienne Dolet BP 222 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Inoxyda exerce une activité de fonderie. Elle est spécialisée dans le moulage sable de pièces techniques de grandes dimensions en cupro aluminium pour diverses industries.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 5	Sans objet
2	émissaires à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4	Sans objet
3	surveillance des rejets canalisés	AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est engagée dans la rédaction d'un nouvel arrêté préfectoral cadre pour réglementer les activités du site INOXYDA de Petit Quevilly. Des échanges ont été établis sur ce sujet avec l'exploitant afin de poursuivre ce travail. Des précisions et compléments de l'exploitant sont attendus par l'inspection d'ici le 20 février 2026.

La réponse à plusieurs demandes du précédent rapport de visite restent à satisfaire, dont des délais complémentaires ont été demandé par l'exploitant et dont l'inspection prend acte : mise à jour de l'ERS notamment.

Sur le terrain, les travaux concernant l'émissaire de la grenailleuse (A35), la regetherm 500 (A24), la nouvelle aspiration four 6/7/8 (A34) sont programmés durant l'été 2026.

Bien que la regetherm ne soit toujours pas conforme à l'AP du 11 juin 1997 sur le débit de ses rejets atmosphériques, l'inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade sur ce paramètre. La transmission de l'ERS prévue avant fin avril 2026 et son instruction associée permettront à l'inspection de reconsidérer ou non dans le nouvel AP cadre en cours de rédaction, le débit actuellement prescrit dans l'AP du 11 juin 1997, en considération de la demande formulée par l'exploitant sur ce sujet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/1997, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Révision de l'AP Cadre
Prescription contrôlée : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Suite à la transmission par l'exploitant du porter à connaissance du 30 septembre 2025, l'inspection s'est engagée dans la rédaction d'un nouvel arrêté préfectoral cadre pour réglementer les activités du site INOXYDA de Petit quevilly et en a informé l'exploitant. Des échanges ont été établis sur ce sujet avec l'exploitant afin de poursuivre ce travail. Des précisions et compléments de l'exploitant sont attendus par l'inspection d'ici le 20 février 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : émissaires à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, captation et VLE
Prescription contrôlée : Les dispositifs de captation et de traitement des effluents atmosphériques, en particulier lors des opérations de coulée et de décochage sont maintenus en permanence en bon état de fonctionnement. Lors des opérations de décochage, les fumées doivent être aspirées par des aspirateurs situés de part et d'autre des grilles de décochage. Les filtres de ces aspirateurs doivent être nettoyés et changés régulièrement. Ces dispositifs doivent être correctement entretenus. (...) Lorsque le sable est éliminé par régénération thermique, les rejets à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes : Débit : 2 250 m ³ /h Teneur en CO : 50 mg/m ³ teneur en NOx : 110 mg/m ³ (...)

Constats :

Le porter à connaissance transmis par l'exploitant par courriel du 29 septembre 2025 est incomplet au regard des éléments attendus par l'inspection dans le cadre de la rédaction du nouvel arrêté préfectoral cadre mentionné au précédent point de contrôle. L'exploitant a convenu de compléter les données manquantes précisées au précédent point de contrôle, directement dans le document de travail du nouvel arrêté préfectoral cadre en cours de rédaction.

Par ailleurs, la demande n°5 du rapport de visite du 16 juin 2025 relatif à la demande d'interprétation :

- des résultats du rapport du 05 mars 2025 de son prestataire (campagne de mesures dans l'environnement en limite de propriété pour les paramètres COVtotaux et BTEX) ;
- des résultats pertinents du rapport final d'ATMO NORMANDIE de juin 2025 (Synthèse des résultats des métaux, dioxines / furanes et PCB dans les lichens sur la ZI de Rouen et ses alentours),

n'a pas été satisfaite par l'exploitant.

Il a été convenu lors de la visite que l'exploitant amendera son ERS (étude des risques sanitaires) en cours de rédaction, de cette interprétation attendue.

Sur le terrain, l'inspection s'est rendue proche de l'émissaire de la grenailleuse (A35). Le nouvel émissaire est à demeure au sol (Cf. photo), dans l'attente de l'arrivée d'une grue pendant la période de fermeture estivale. La venue de la grue sur cette période permettra également à l'exploitant de modifier la regetherm 500 (filtration + révision de la hauteur de l'émissaire).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

La société INOXYDA est tenue de réaliser, sous un délai inférieur à 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une campagne d'analyse des principaux rejets canalisés présents au sein des installations de fonderie des métaux et des équipements connexes. La campagne de mesures visée ci-dessus est réalisée au cours d'un fonctionnement représentatif des activités et portera sur les paramètres suivants :

- cuivre, nickel, plomb, aluminium et zinc,
- composés organiques volatils
- dioxines-furanes, exprimés en équivalent toxique OMS (facteurs d'équivalent toxique de 1998 et 2005)

Constats :

Dans le cadre du récolement de la demande n°2 du précédent rapport de visite concernant le retour à la conformité des rejets atmosphériques de la regetherm 500, un retour de l'exploitant à été fait à l'inspection par courriel du 12 septembre 2025.

Un contrôle du prestataire a été réalisé le 16 juin 2025 (rapport du 21 août 2025). Le débit de la REGETHERM 500 est non conforme au débit prescrit au chapitre 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 1997 : débit relevé de 3825 m³/h en moyenne pour une valeur de référence de 2250m³/h.

Commentaire n°1 : l'inspection relève un retour à la conformité sur ce dernier rapport de la teneur en CO des rejets à l'atmosphère. Bien que toujours non conformes, les mesures relevées en débit dans le dernier rapport sont plus proches de la valeur de référence prescrite dans l'AP susmentionné, comparativement au rapport du 24 février 2025. Ce sujet sera pris en compte dans le cadre des échanges sur l'arrêté préfectoral.

L'exploitant a précisé avoir réalisé une analyse des causes et mis en œuvre les actions curatives et correctives suivantes :

Action curative :

- nettoyage complet de la régénératrice,
- listing des pièces présentant un état d'usure avancé à prévoir lors de la mise en travaux de celle-ci.
- L'exploitant a précisé avoir modifié la vitesse du moteur d'extraction pour en diminuer le débit au maximum de la capacité de l'installation.
- Mise en place d'une vérification renforcée des paramètres de fonctionnement.

Action corrective :

- l'exploitant a planifié le changement de tout ou partie du système de filtration pour améliorer la captation des rejets.
- L'exploitant a planifié la mise en conformité de sa cheminée.

Action préventive :

- mise en place d'un plan de maintenance préventive renforcé avec suivi régulier de l'état des équipements.
- L'exploitant a indiqué qu'il va réaliser un contrôle annuel sur le paramètre débit.

Suite à la visite, l'exploitant a justifié de la programmation durant l'été 2026 des travaux de la regetherm 500. Un programme d'investissement d'environ 60 000 euros pour la modification de la regetherm 500 a été transmis à l'inspection. Selon l'exploitant, la cheminée de la REGETHERM 500 sera remontée à 10 mètres de hauteur, le cyclone présentant un état d'usure avancé sera remplacé ainsi que l'ensemble du système de filtration (par l'ajout d'un dépoussiéreur notamment).

L'inspection a échangé avec l'exploitant sur les raisons de sa demande d'augmentation de débit formulée pour la Regetherm 500 dans son porter à connaissance du 29 septembre 2025. Le Porter à connaissance transmis demandant un débit maximum autorisé de 5000m³/h. L'exploitant à répondu ne pas parvenir à descendre en dessous de 3500m³/h lié au dimensionnement du moteur. Par ailleurs l'exploitant craint d'être non conforme sur d'autres paramètres, notamment les COV si le débit du moteur devenait moindre.

L'exploitant a précisé que le prochain rapport de suivi des rejets de la régetherm 500 sera réalisé en Septembre 2026 (après la réalisation des travaux).

L'inspection relève que la demande n°3 du précédent rapport de visite concernant la transmission du rapport de contrôle de son prestataire du 21 août 2025 sur les émissaires canalisés (A9) poste pendulaire et (A31) grille OMEGA est satisfaite.

L'inspection prend acte de la demande de délai complémentaire au 31 novembre 2026 sur la demande n°4 du précédent rapport de visite concernant la demande du rapport de contrôle de son prestataire sur l'émissaire canalisé « aspiration fours 6/7/8 » (A34) pour les paramètres suivants listés : métaux, COV totaux, BTEX, dioxines et furanes, poussières totales, PM10 et PM2,5. Selon l'exploitant, l'installation complète de la nouvelle aspiration four 6/7/8 (A34) est planifiée au plus tard pour Août 2026.

L'exploitant a transmis par courriel du 30 janvier 2026 la modélisation des retombées atmosphériques de son installation (modélisations réalisées suivant les travaux réalisés durant l'été 2026 et modélisation de la futur cheminée four 8). Une demande de délai complémentaire a également été formulée par l'exploitant concernant la mise à jour de son étude des risques sanitaires (ERS) à fin avril 2026 dont l'inspection prend acte également. (Demande n°6 du précédent rapport de visite). L'intégration dans l'ERS de l'interprétation :

- des résultats du rapport du 05 mars 2025 de son prestataire (campagne de mesures dans l'environnement en limite de propriété pour les paramètres COV totaux et BTEX ;
- des résultats pertinents du rapport final d'ATMO NORMANDIE de juin 2025 (Synthèse des résultats des métaux, dioxines / furanes et PCB dans les lichens sur la ZI de Rouen et ses alentours),

est attendu de l'inspection (récolement de la demande n°5 du précédent rapport de visite) tel que déjà mentionné au point de contrôle n°2 du présent rapport.

Commentaire n°2 : Bien que la regetherm ne soit toujours pas conforme à l'AP du 11 juin 1997 sur le débit de ses rejets atmosphériques, l'inspection ne propose pas de suite à ce stade. La transmission de l'ERS prévue avant fin avril 2026 et son instruction associée permettront à l'inspection de reconsidérer ou non dans le nouvel AP cadre en cours de rédaction, le débit actuellement prescrit dans l'AP du 11 juin 1997, en considération de la demande formulée par l'exploitant sur ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite